



HAL
open science

Les fissures de la digue républicaine

Olivier Godechot, Elif Bulut

► **To cite this version:**

Olivier Godechot, Elif Bulut. Les fissures de la digue républicaine. La vie des idées, 2024. hal-04875438

HAL Id: hal-04875438

<https://sciencespo.hal.science/hal-04875438v1>

Submitted on 8 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Les fissures de la digue républicaine

par Olivier Godechot & Elif Bulut

À partir d'une base de données de 1,6 million de candidatures entre 1993 et 2023, Olivier Godechot et Elif Bulut analysent les facteurs qui fragilisaient déjà le barrage républicain depuis une trentaine d'années.

À l'heure où le RN est aux portes du pouvoir et qu'une partie de la droite se presse pour nouer des alliances, Olivier Godechot et Elif Bulut reviennent sur ces fissures, peu visibles, qui fragilisaient déjà le barrage républicain depuis une trentaine d'année. Exploitant une base de données originale de 1,6 million de candidatures entre 1993 et 2023, cet article analyse les facteurs qui favorisent une transition vers l'extrême droite lors d'un renouvellement de candidature. Proximité idéologique sur l'axe droite-gauche et calculs électoraux sont les deux principaux facteurs de ces rapprochements. Cette étude permet de comprendre la logique actuelle d'effondrement de la digue républicaine. Nous remercions Emiliano Grossman, Thomas Piketty ainsi que l'équipe de *La vie des idées* pour leurs conseils et suggestions.

Depuis le milieu des années 1980, la vie politique française est structurée par une digue symbolique entre les partis dits républicains et le (ou les) parti(s) d'extrême droite. Ce « cordon sanitaire » conduit à la fois au refus des alliances avec le Front National/Rassemblement National (FN/RN) et à la dévalorisation des personnes qui vont vers (ou viennent de) l'extrême droite. Le récent épisode (en cours) d'alliance scellée et aussitôt désavouée entre le président de LR (Les Républicains), Éric Ciotti, et

le RN montre à la fois la porosité de ce barrage et la promptitude de sa réaffirmation symbolique.

Ce barrage n'existe guère au niveau des électrices, avec une proportion importante qui s'essaie au vote d'extrême droite après avoir voté à gauche, au centre ou à droite à l'élection précédente (Tableau A1)¹. Mais les électrices ordinaires ont à la fois des opinions politiques moins systématiques et moins constituées que les professionnelles et elles ne sont pas exposées au même degré d'opprobre en cas de transgression du cordon sanitaire.

L'objectif de cette étude statistique est d'explorer sur le long terme la solidité/porosité relative de la digue républicaine en étudiant les mobilités politiques des politiciennes. Nous proposons de le faire à partir d'une base de données d'ampleur constituée des candidatures retrouvées dans les fichiers électoraux disponibles sur data.gouv entre 1993 et 2023, soient les élections législatives depuis 1993, présidentielles et sénatoriales depuis 1995, cantonales et départementales depuis 1998, européennes depuis 1999, régionales depuis 2004 et municipales depuis 2008 (Tableau A2). Cette base de données (que nous rendons disponible²) comprend 2,8 millions de candidatures au premier tour, dont 1,6 pour lesquelles le ministère de l'Intérieur propose un codage de l'appartenance politique (les élections municipales dans les petites communes n'étant pas codées).

Sous réserve que notre algorithme permette d'éviter les erreurs liées à l'homonymie ou à la variation graphique de l'écriture des noms et des prénoms, nous identifions 1,19 million de personnes distinctes, parmi lesquelles 298 000 se présentent à deux élections ou plus : 214 000 se présentent à deux élections, 53 000 à trois élections, 14 000 à quatre élections ... et une personne à 26 élections. Nous caractérisons 456 000 renouvellements de candidatures, permettant l'étude d'autant de mobilités. Il s'agit donc d'une base de données d'ampleur qui a le mérite de documenter les évolutions politiques de militantes aguerries, celles qui ont une pensée politique plus développée, des intérêts politiques constitués et sont soumises à une pression normative forte de la part des pairs du champ politique, des commentatrices du champ médiatique et, éventuellement, des électrices. Certes, la mobilité partisane entre deux candidatures

1 Nous utilisons le féminin générique italisé comme technique d'écriture inclusive. Cf. Olivier Godechot et Gisèle Sapiro, « [Inclusive : une autre écriture est possible](#) », *BiblioObs*, 8 mars 2021.

2 Notre base de données est disponible aux formats *rd*s (pour le logiciel R) et *csv*, accompagnée d'un script proposant une identification imparfaite des candidates d'une élection à l'autre sur la base du nom et du prénom. On la trouvera à l'adresse suivante :

http://olivier.godechot.free.fr/hoparticle.php?id_art=828&lang=fr.

n'est qu'une petite fenêtre sur les mobilités politiques. De nombreuses conversions se font en amont, en particulier entre le militantisme de jeunesse et l'insertion dans la compétition politique³. Mais, même si l'ouverture de cette fenêtre est étroite et son point de vue partiel, elle permet d'explorer des traces quantitatives visibles et d'ampleur et de compléter les travaux monographiques portant sur les origines politiques des membres des partis d'extrême droite⁴, avec certes moins de précision dans la description des caractéristiques biographiques, mais de façon beaucoup plus extensive et en évitant les limites inhérentes à la sélection sur la base de la variable dépendante.

Quiconque suit la vie politique française a en tête des cas de transfert de candidates vers l'extrême droite. Il est en revanche plus difficile de prédire la dynamique sur une grande population, ce qui rend d'autant plus précieuse une étude statistique. Celle-ci permet d'évaluer et de départager plusieurs logiques susceptibles *a priori* de prédire les transitions politiques vers l'extrême droite.

Première logique : *les caractéristiques socio-démographiques*. On peut en effet penser que les mêmes variables socio-démographiques « lourdes » qui expliquent le vote des électrices ordinaires continuent à opérer pour les candidates, notamment le genre, l'âge, la classe sociale ainsi que, si elles étaient disponibles pour les candidates aussi, le diplôme, la religion, ou l'origine migratoire. Les candidates diffèrent certes des électrices ordinaires par des conceptions politiques plus structurées, des intérêts politiques plus puissants, et une exposition plus forte aux normes du champ politique, mais cette différence est plus une différence de degré que de nature pour la plupart des candidates qui, par le type d'élection où elles se présentent (locales) et leurs scores, restent en-dessous du seuil de la professionnalisation.

Deuxième logique : *la proximité idéologique*. Les candidates qui basculent vers le FN-RN pouvaient partager en amont des proximités avec ce parti sur différentes thématiques, que ce soit un commun rejet du système politique dans son ensemble (convergence des extrêmes), un rejet de l'Europe (convergence souverainiste), ou des préoccupations sécuritaires et une hostilité à l'égard de l'immigration (convergence droite - extrême droite).

3 Cf. Marion Jacquet-Vaillant, « Les cadres identitaires au Front National. La relation parti/mouvement éclairé par les trajectoires partisanes », in Sofia Dahani, *op. cit.*, p. 199-223 .

4 Cf. Safia Dahani, « D'un parti à l'autre. Inconstances politiques, reconversions partisanes et professionnalisation », in Safia Dahani et al., *Sociologie politique du Rassemblement national*, Septentrion, 2023, p. 223-245.

Troisième logique : *l'intérêt politique bien compris*. Sur notre période d'observation, 1993-2023, le FN-RN est globalement en croissance. Même s'il a pu connaître quelques revers (notamment aux élections présidentielles 2007), ou s'il échouait pendant longtemps à obtenir des élues locales (notamment aux élections législatives, municipales ou cantonales)⁵, investir dans ce positionnement peut s'avérer payant et permettre d'améliorer ses chances dans le champ politique.

Ces trois logiques se combinent probablement et, pour penser leur intrication, on peut suivre le cadre proposé par Vicente Valentim⁶ : les politicien^{nes} soupèsent l'intérêt politique d'une transition vers l'extrême droite et le coût symbolique d'un tel déplacement. Ce coût symbolique, tant personnel que réputationnel, sera d'autant plus élevé que la distance idéologique est grande.

Avant d'entrer dans la lecture des résultats, il nous faut signaler les limites inhérentes à nos données. Suivre les candidatures sur un ensemble aussi vaste n'est pas sans risque et les erreurs d'identification sont inévitables. En effet, les données sur les candidatures ne renseignent la date de naissance qu'à partir du début des années 2010 (Tableau A2). Lorsque la date de naissance est présente, la probabilité que deux personnes aient les mêmes nom, prénom et date de naissance est quasi-négligeable⁷. Mais, en l'absence de celle-ci, l'identification se fait sur la base du nom et du prénom, et génère des erreurs liées aux homonymies. Sur de grands ensembles, la probabilité que deux personnes différentes aient le même nom et prénom peut devenir importante. Aux élections législatives de 2022 (12 600 candidatures, suppléant^{es} comprises), on compte seulement 0,6 % des candidat^{es} ayant au moins une homonyme au sein des candidatures de cette élection. En revanche, aux municipales 2014 (928 000 candidatures), 20 % ont au moins une homonyme. Qui plus est 83 personnes se nomment « Michel Martin » ! Notre algorithme évite autant que possible les identifications erronées en interdisant deux incohérences visibles : 1) une personne candidatant dans deux endroits différents à élection et date données ; 2) une personne ayant deux dates de naissance différentes. Mais elle ne peut exclure complètement des identifications erronées⁸. Aussi, lorsque l'on se penche sur une mobilité partisane

5 « [Municipales : pourquoi le FN ne présente pas de candidat dans une ville "gagnable" sur deux](#) », *franceinfo*, 31 janvier 2014.

6 Cf. Vicente Valentim, *The Normalization of the Radical Right: A Norms Theory of Political Supply and Demand*, Oxford University Press, 2024 (à paraître).

7 Parmi les 615 000 candidatures aux élections municipales de 2020 pour lesquelles nous connaissons la date de naissance, on trouve 46 personnes partageant à la fois le nom, le prénom et la date de naissance avec une autre personne.

8 Lorsqu'on suit notre procédure d'identification sans tenir compte de la date de naissance au sein de la sous-population pour laquelle on connaît cette dernière, on obtient un taux d'erreur de 7,3 % (ou,

apparente, l'on a des chances non négligeables de sélectionner une erreur d'identification : il s'agit en fait de deux personnes différentes. Pour éviter cette chausse-trappe, on procède à deux corrections : 1) on re-pondère la base des candidatures répétées pour éviter la surreprésentation des noms et des prénoms fréquents, 2) on recalcule toutes nos proportions en contrôlant pour le risque d'erreur d'identification (cf. appendice méthodologique). Ces deux corrections sont d'autant plus nécessaires que les membres du FN-RN portent des noms et des prénoms plus communs que dans les autres partis (Tableau A3).

Des transitions peu fréquentes mais en augmentation

L'hypothèse qu'un cordon sanitaire entoure le FN-RN et dévalorise toute tentative de rapprochement, que ce soient des alliances ou des transitions, n'est pas sans fondement empirique. Le taux de transition vers l'extrême droite est faible : au sein des candidatures répétées, 0,76 % des personnes ayant précédemment candidaté dans une famille extérieure à l'extrême droite recandidatent pour l'extrême droite et 0,37 % sous la bannière du parti de la famille Le Pen. Ce taux de transition est bien plus faible que le taux de transition de 15 % mesuré pour les électrices entre deux élections présidentielles (Tableau A1). Et pour cause : être candidate oblige à une certaine cohérence et le changement d'étiquette partisane risque d'être vu comme une forme d'inconsistance voire de trahison.

Le taux de transition des candidats vers l'extrême droite est aussi beaucoup plus faible que celui vers la droite (5,4 %) ou la gauche modérée (6,5 %) (Tableau 1). De même, le taux de transition vers le FN-RN est près de deux fois plus faible que celui vers le PS ou vers le RPR-UMP-LR.

pour le dire autrement, 7 % des "renouvellements" sont des renouvellements erronés liant des personnes ayant des dates de naissance différentes).

Tableau 1. Les transitions politiques dans le temps

Période arrivée	Vers l'extrême droite		Vers la droite		Vers la gauche modérée		Effectif corrigé
	Ens.	FN-RN	Ens.	RPR- UMP -LR	Ens.	PS	
1995-2000	0,19	0,17	1,36	0,02	4,55	0,11	3 809
2001-2006	0,25	0,11	1,24	0,06	4,04	0,03	15 663
2007-2012	0,32	0,21	2,83	0,10	4,78	1,01	43 355
2013-2018	1,25	0,46	6,08	0,68	7,36	1,05	132 954
2019-2023	0,58	0,37	6,14	0,78	6,03	0,32	215 978
Ensemble	0,76	0,37	5,45	0,62	6,19	0,60	411 759
Origine	extérieure à l'extrême droite (n=383 533)		extérieure à la droite (n=268 049)		extérieure à la gauche modérée (n=272 206)		Ensemble

Note : 0,19 % des personnes extérieures à l'extrême droite lors de leur précédente candidature candidatent à l'extrême droite pendant la période 1995-2000, dont 0,17% au FN-RN. Les pourcentages et les effectifs sont corrigés des risques d'homonymie.

Il faut toutefois mettre en perspective cet isolement en tenant compte des évolutions. L'analyse temporelle requiert une certaine prudence : les deux premières périodes ne sont pas parfaitement comparables car elles ne comportent pas tous les types d'élection et le stock d'élections passées y est moindre. Néanmoins, le tableau met en évidence un accroissement remarquable des transitions vers le FN-RN en 2013-2018 par rapport à la période 2007-2012 (passant de 0,21 % à 0,46 %), période pendant laquelle le parti adopte une stratégie de dédramatisation et essaie d'asseoir son implantation locale et rurale⁹. Si cette évolution n'est pas sans parenté avec celle des taux de transition entre familles politiques en général, laquelle montre une fragilité croissante des affiliations partisans, ou avec celle des transferts vers le RPR-UMP-LR, elle contraste avec l'évolution des transferts vers le PS qui décline fortement à la fin des années 2010. Sur la période 2019-2023, le taux de transition vers le FN-RN est plus important que celui vers le PS.

On pourra compléter cette analyse temporelle par un examen des élections qui occasionnent une transition vers l'extrême droite. Le taux de transition vers le FN-RN est maximal à l'occasion des élections cantonales/départementales (1.1 %) et minimal à l'occasion des européennes (0.1 %), tandis que les autres élections occasionnent des taux de transferts intermédiaires, proches de la moyenne (Tableau A4). Ces résultats peuvent être lus comme le produit d'une offre et d'une demande : le FN-RN était longtemps en manque de cadres locaux pour une implantation rurale dans le cadre

⁹ « [Vu de l'étranger : Cette France qui vote RN](#) », *Courrier international*, n°1755, juin 2024, p. 13.

d'élections uni ou binomiales comme les cantonales qui lui étaient défavorables¹⁰. Ceci l'a sans doute rendu plus accueillant pour des transferts venus d'ailleurs. Par ailleurs, ces élections, qui occasionnent peu d'intérêt, de vote et de publicité, peuvent être l'occasion d'expérimenter un transfert vers des partis déconsidérés dans la sphère publique sans souffrir un trop grand coût réputationnel. Parce que l'élection européenne, à la proportionnelle, permet au contraire au FN-RN, et ce depuis longtemps, d'obtenir un nombre important de députées, rémunérées à 100 %, ce parti peut vouloir garder les 80 places sur la liste pour ses membres les plus fidèles, même si quelques prises de guerre, tel Thierry Mariani, peuvent toujours accroître la légitimité. La dynamique diffère d'ailleurs pour l'extrême droite dans son ensemble. En effet, les élections européennes sont l'occasion pour un grand nombre de listes d'extrême droite d'exister, obtenant très peu de voix – telles les listes Patriotes, Frexit, royalistes, identitaires, etc. – où l'on retrouve des candidatures venant d'autres familles politiques.

Des candidatures masculines, jeunes et âgées et venant de la boutique

Quelles sont les caractéristiques démographiques qui favorisent la transition vers l'extrême droite ? Notre analyse reste ici assez sommaire faute de variables documentant les origines et le parcours des candidates. Outre le genre qui est systématiquement renseigné, on dispose aussi de l'âge dès lors que la date de naissance est présente (pour un peu moins de la population) ainsi que la catégorie socioprofessionnelle, au codage approximatif, pour un peu moins du cinquième¹¹. Le tableau 2 présente les résultats pour les candidates. On pourra le mettre en regard avec le tableau A5 en appendices qui présente une décomposition similaire pour les électrices à partir des enquêtes post-électorales 2012 et 2017.

10 Cf. Christophe Lévêque et Matteo Cavallaro, « [Le Front national, une affaire de famille : le recrutement des candidats durant les élections municipales de 2014](#) » *Revue française de science politique*, vol. 70, n°2, 2020, p. 181-207.

11 En cas d'information manquante pour la date de naissance ou la catégorie socioprofessionnelle, on utilise l'information renseignée la plus proche dans le temps au sein des candidatures d'une même personne afin de limiter l'attrition.

Tableau 2. Transitions politiques en fonction de l'âge, du genre et de la catégorie socioprofessionnelle

	Vers l'extrême droite		Vers la droite		Vers la gauche modérée		Effectif corrigé
	Ens.	FN-RN	Ens.	RPR-UMP-LR	Ens.	PS	
Sexe							
Femmes	0,63	0,33	5,49	0,68	6,28	0,56	172 558
Hommes	0,80	0,41	5,87	0,67	6,14	0,53	239 201
Âge							
18-40	1,16	0,54	6,17	0,91	6,87	0,67	40 845
41-50	0,60	0,28	6,18	0,78	6,58	0,54	73 376
51-60	0,64	0,31	6,06	0,69	5,90	0,53	101 832
61-70	0,76	0,39	5,41	0,68	5,71	0,57	90 370
71 et plus	0,96	0,53	5,73	0,58	4,33	0,27	29 315
Catégorie socioprofessionnelle							
Agricultur ^{ices}	2,11	0,85	14,58	2,01	6,27	0,60	2 910
Artisanat, petit commerce	3,68	1,78	10,87	1,52	5,97	0,32	6 528
Entrepreneu ^{ses} et professions libérales	1,99	0,70	13,03	1,50	4,93	0,24	4 387
Cadres du public	0,61	0,18	4,77	0,77	9,64	0,73	20 955
Cadres du privé	1,56	0,55	9,03	1,17	7,06	0,59	29 943
Professions intermédiaires	0,90	0,45	5,37	0,60	10,64	0,93	20 324
Employé ^{es}	1,99	0,95	4,76	0,72	8,07	0,48	15 459
Ouvriè ^{res}	1,15	0,67	2,32	0,37	5,37	0,30	3 470
Origine	extérieure à l'extrême droite		extérieure à la droite		extérieure à la gauche modérée		Ensemble

Note : 0,63 % des femmes s'étant présentées dans une autre famille que l'extrême droite lors de la précédente élection se présentent sous une bannière d'extrême droite dont 0,33% au FN-RN. Les taux et les effectifs sont corrigés du risque d'homonymie.

Un différentiel de genre spécifique aux transitions de candidat^{es} vers l'extrême droite peut tout d'abord être noté : le taux de transition vers le FN-RN s'élève à 0,33 % des femmes contre 0,41 % pour les hommes et semble en phase avec le *Radical Right Gender Gap* constaté au niveau électoral en Europe, ou plus exactement à son état ancien vu que celui-ci est en train de se réduire¹².

Au sein de la population des candidat^{es}, la jeunesse "n'emmerde" plus le Front national (si tant est qu'elle l'eût fait à l'échelle statistique). Au contraire, 1,16 % des moins de quarante ans migrent vers l'extrême droite, dont 0,54 % vers le FN-RN, soit un taux de transition double des quadras. Cette affinité entre jeunesse et transition à l'extrême droite ressemble à celle obtenue pour la population des électri^{ces} (Tableau

12 Cf. Nonna Mayer, « [The impact of gender on votes for the populist radical rights.](#) », *Modern & Contemporary France*, vol. 30, n°4, p. 445-460, 2022.

A5). En revanche, on obtient une spécificité au sein de la population des candidates, à savoir une remontée du taux de transition aux âges les plus élevés (71 ans et plus).

Quand bien même fragiles, les données sur les origines socioprofessionnelles des candidates mettent en évidence des affinités suggestives entre certaines catégories et les orientations politiques. Les cadres du public (enseignantes, chercheuses et cadres de rang A de la fonction publique), que l'on pourrait qualifier avec Thomas Piketty de "Gauche brahmane"¹³, est le groupe le plus réticent à se tourner vers l'extrême droite : 0,61 % franchissent le pas, dont 0,18 % pour aller au FN-RN. Cette immunité relative semble en phase (mais à une échelle différente) avec celle constatée au niveau des électrices (Tableau A5). À l'opposé, l'artisanat et le petit commerce sont beaucoup plus enclins à le faire avec un taux de transfert de 3,7 % vers l'extrême droite dont 1,8 vers le FN-RN. Ce résultat est d'autant plus remarquable qu'au niveau des électrices au contraire (Tableau A5), on ne constate pas – ou plus – d'affinité particulière entre "boutique" et extrême droite tant le vote FN-RN est devenu prépondérant parmi les ouvrières et les employées. Les données socioprofessionnelles des candidates, groupe autrement plus impliqué dans la vie sociale et politique que celui des électrices, donnent ainsi raison aux travaux liant "petite bourgeoisie", "boutique" ou petits entrepreneurs et divers épisodes de montée de l'extrême droite, que ce soit dans l'entre-deux guerres, lors de l'épisode poujadiste ou avec la montée actuelle du populisme de droite¹⁴.

Des transfuges issues de la droite et de la « diversité »

Le rapprochement avec l'extrême droite est aussi une affaire d'idéologie, qui, souvent, intéresse plus les commentatrices politiques. Cette étude permet justement d'évaluer la validité de plusieurs thèses sur le rôle de la proximité idéologique qui ont cours dans la presse et/ou dans le monde académique.

13 Cf. Thomas Piketty, *Capital et idéologie*, Seuil, 2019.

14 L'hypothèse que la petite bourgeoisie tend à soutenir l'extrême droite est classique au sein de la tradition marxiste. Cf. Léon Trotsky, « [Fascism – What is it ?](#) », *The Militant*, 16 janvier 1932. Elle a été nuancée par Nonna Mayer (Cf. *La boutique contre la gauche*. Presses de Sciences Po, 1986). On trouve des réactualisations pour expliquer des populismes contemporains. Cf. Val Burris, « [Small business, status politics, and the social base of new Christian right activism](#) », *Critical Sociology*, vol. 27, n°1, 2001, p. 29-55.

La première hypothèse est celle du strict cloisonnement avec un FN-RN recrutant essentiellement au sein d'un vivier d'extrême droite radicale (du type GUD – Groupe Union Défense –, UNI – Union Nationale Inter-universitaire –, et divers groupuscules identitaires) n'ayant pas d'expérience électorale hors de l'extrême droite.

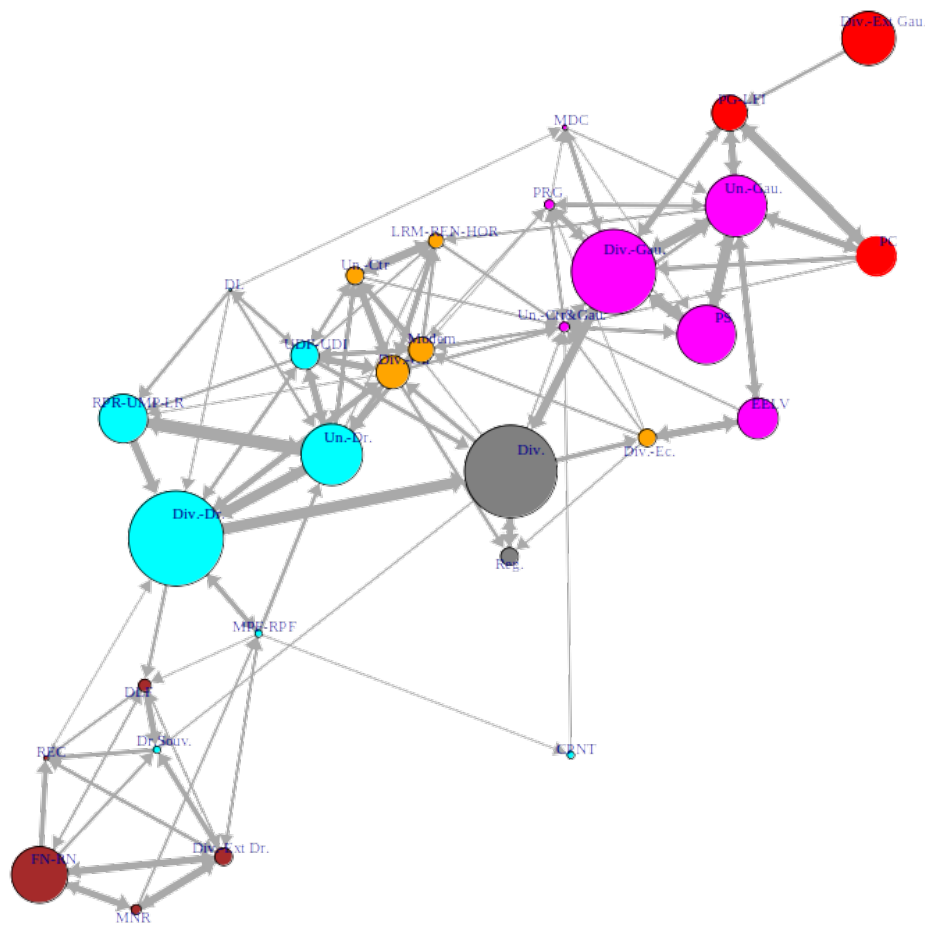
À l'opposé, les éditorialistes évoquent souvent l'hypothèse d'une affinité entre les extrêmes, unis contre les élites politiques et le « système », notamment dans le contexte de la montée en puissance du « gauchisme » dans les années 2010 dans le nord et l'est de la France sous la houlette de Florian Philippot et Steeve Briois.¹⁵

Troisième hypothèse, un positionnement politique souverainiste, anti-européen (les politiciennes du « Non » au traité de Maastricht de 1992 et au traité constitutionnel européen) pourrait constituer une base de rapprochement et de transition vers l'extrême droite, tant pour les souverainistes de droite (notamment le MPF – Mouvement Pour la France – et le RPF – Rassemblement du Peuple Français) que pour celles de gauche (notamment du Mouvement des citoyens – MDC).

Enfin, la proximité politique sur le spectre gauche-droite constitue l'hypothèse la plus triviale pour prédire la composition des flux de candidatures vers le FN-RN. En effet, une partie de la droite partagerait des proximités idéologiques sur différentes thématiques (immigration, sécurité, économie) permettant à certaines de ses membres de franchir le pas.

15 Cf. « [De la gauche radicale au FN : des “trajectoires singulières” valorisées par un parti en refondation](#) », *Capital*, 30 Novembre 2017,

Figure 1. Mobilité entre les partis



Note : Ce graphique en réseaux a pour but de montrer les transferts surreprésentés de candidatures entre les différents partis. L'épaisseur du trait est proportionnelle au degré de surreprésentation. Nous regroupons les étiquettes par couleur pour représenter six familles politiques : Gauche radicale (rouge), Gauche modérée (rose), Centre (orange), Droite (bleu), Extrême droite (marron) et Autre (Gris).

En première approche, regardons s'il existe des affinités électives entre les différents partis et l'extrême droite. Pour ce faire, nous représentons sur la Figure 1 les flux de transferts surreprésentés au sein des renouvellements de candidature¹⁶.

Ce graphique permet alors de saisir les proximités fortes entre différents partis, par exemple celle entre l'extrême gauche et le PG-LFI (Parti de Gauche - La France Insoumise), et met en évidence des déplacements de proche en proche sur l'axe gauche-droite qui dessinent un échiquier politique fort familier. Finalement, les flux surreprésentés approvisionnant le FN-RN en candidatures viennent d'autres partis d'extrême droite tels que Divers Extrême Droite (Div. Ext Dr.), Mouvement National Républicain (MNR), ou Debout La France / La République (DLF). On constate aussi

¹⁶ Pour simplifier la lecture, nous n'avons pas représenté des flux particulièrement surreprésentés qui structurent l'ensemble des autres flux, à savoir le fait simple et trivial de se représenter sous la bannière de son propre parti.

des transitions entre « divers droite » et « extrême droite », notamment entre des partis à la lisière de la frontière entre ces deux familles, comme le MPF-RPF, la droite souverainiste et Debout la France.¹⁷

Cette première approche confirme donc (jusqu'en 2023 au moins) l'isolement relatif de l'extrême droite en général et du FN-RN en particulier dans l'espace des mobilités politiques. Peut-on pour autant considérer que le cloisonnement était strict et les relations avec les autres formations négligeables ? Nous ne le pensons pas. Tout d'abord, l'extrême droite n'est pas la seule famille à être isolée : le tableau 3 montre ainsi que la droite, le centre et la famille « autre » ont plus de chance de basculer vers l'extrême droite que de transitionner vers la gauche radicale. Qui plus est, le faible taux de transition vers l'extrême droite doit être relativisé au vu de la quantité importante de candidatures se présentant sous différentes étiquettes et le nombre limité de places disponibles à l'extrême droite. Ainsi, si l'on change de perspective et que l'on regarde la provenance des candidatures réitérées, l'on constate que 9,5 % des candidatures d'extrême droite et 5,8 % de celles du FN-RN s'étaient présentées dans une autre famille politique à l'élection précédente (Tableau 3).

17 On a fait le choix, discutable, de coder Debout La France au sein de la famille d'extrême droite du fait du ralliement de son fondateur Nicolas Dupont-Aignan à Marine Le Pen en 2017, et au contraire de coder les MPF-RPF et Démocratie Libérale au sein de la droite du fait de leur ralliement habituel aux candidatures de la droite conservatrice lors des deuxièmes tours. Les transitions entre ces petits partis et les étiquettes ministérielles « Divers droite » et « Divers extrême droite » sont en partie artéfactuelles et doivent beaucoup à l'instabilité de l'étiquetage ministériel.

Tableau 3. Transitions entre familles politiques

<i>Candidature</i>	Extrême droite	dont FN-RN	Droite	Autre	Centre	Gauche modérée	Gauche radicale	Ensemble	Nb. obs.
<i>Candidature précédente :</i>									
Extrême droite	93,45	81,02	4,02	1,77	0,33	0,35	0,08	100	28 217
Droite	1,26	0,58	56,19	31,5	8,59	2,31	0,14	100	143 715
Autre	1,23	0,70	14,72	62,62	7,45	12,94	1,05	100	40 612
Centre	0,71	0,50	24,21	13,71	44,73	16,18	0,47	100	13 803
Gauche modérée	0,18	0,13	2,73	24,15	4,57	63,25	5,12	100	139 544
Gauche radicale	0,14	0,11	0,47	4,06	0,44	14,82	80,07	100	45 868
Ensemble	7,07	5,90	23,13	26,39	6,85	25,74	10,83	100	411 759
Taux de transition depuis une autre famille	0,71	0,37	5,40	22,42	5,54	6,50	2,15		
<i>Origine des candidatures réitérées</i>									
Extrême droite	90,64	94,16	1,19	0,46	0,33	0,09	0,05	6,85	28 217
Droite	6,22	3,43	84,80	41,66	43,75	3,13	0,45	34,90	143 715
Autre	1,72	1,17	6,28	23,41	10,72	4,96	0,96	9,86	40 612
Centre	0,34	0,28	3,51	1,74	21,88	2,11	0,15	3,35	13 803
Gauche modérée	0,86	0,75	4,00	31,02	22,60	83,29	16,02	33,89	139 544
Gauche radicale	0,22	0,21	0,23	1,71	0,72	6,41	82,37	11,14	45 868
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	411 759

Note : 93,45 % des candidates s'étant précédemment présentées à l'extrême droite recandidatent à l'extrême droite, dont 81,02 % au FN-RN. Parmi les candidatures réitérées se présentant à l'extrême droite, 90,64 % s'étaient précédemment présentées sous la bannière de l'extrême droite. On corrige pour le risque d'homonymie. Les candidatures Union de la gauche, classées au sein de la gauche modérée, ne sont pas considérées comme un changement de famille si elles viennent de (ou si elles vont vers) la gauche radicale.

Que les transitions vers le FN-RN soient sous-représentées dans l'ensemble des manières de renouveler une candidature ne signifie donc pas qu'elles soient inexistantes. Elles sont rares, certes, mais instructives et annoncent les recompositions contemporaines. La Figure 2 (résumant le tableau A6) montre plusieurs résultats frappants.

La gauche modérée et radicale alimente très peu le vivier de candidatures FN-RN. Certes, de telles trajectoires existent comme celle de Fabien Engelmann, quatre fois candidat pour Lutte Ouvrière et une fois pour le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) en Lorraine de 2004 à 2010, puis treize fois candidat pour le FN/ RN de 2011 à 2023. Mais une fois corrigé des risques d'homonymie (et ce imparfaitement), le taux de transition des candidats de gauche vers le FN-RN est faible et plafonne à 0,1 % des candidatures répétées. L'hypothèse d'un « gaucho-lepénisme », déjà remise en cause

comme piste explicative des comportements électoraux, est ici clairement contredite pour l'analyse des comportements des candidates¹⁸.

Deuxième élément, les partis de la « droite souverainiste » alimentent effectivement l'extrême droite. En effet, près de 9 % des anciennes candidates MPF ou RPF et 7 % de celles de Debout La France/ Debout La République recandidatent sous la bannière du FN-RN. La droite étiquetée « souverainiste » par le ministère alimente plus les autres partis d'extrême droite que le FN-RN, mais peut-être est-ce dû à une inconsistance de cette étiquette qui n'est employée qu'en 2021 et 2022. Il est difficile de s'avancer sur l'existence d'une filière souverainiste de gauche vers l'extrême droite. En effet, les candidatures MDC n'ont été étiquetées par le ministère qu'à très peu d'élections (cantonales 1998 et 2001 et législatives 2002) ce qui réduit l'effectif sur lequel mesurer des éventuelles transitions.

Jusqu'en 2023, les partis constitués de la droite de gouvernement, notamment sa composante gaulliste RPR/UMP/LR, ou libérale UDF/Nouveau Centre/UDI, alimentaient finalement peu l'extrême droite. L'on trouve certes des cas remarquables comme l'ancien ministre Thierry Mariani, neuf fois candidat pour le RPR, l'UMP et LR, plusieurs fois député avant de transitionner pour le RN en 2019. Mais le taux de transition vers le FN, certes au-dessus de celui de la gauche, reste globalement faible : 0,4 % pour les gaullistes et 0,25 pour les giscardiens

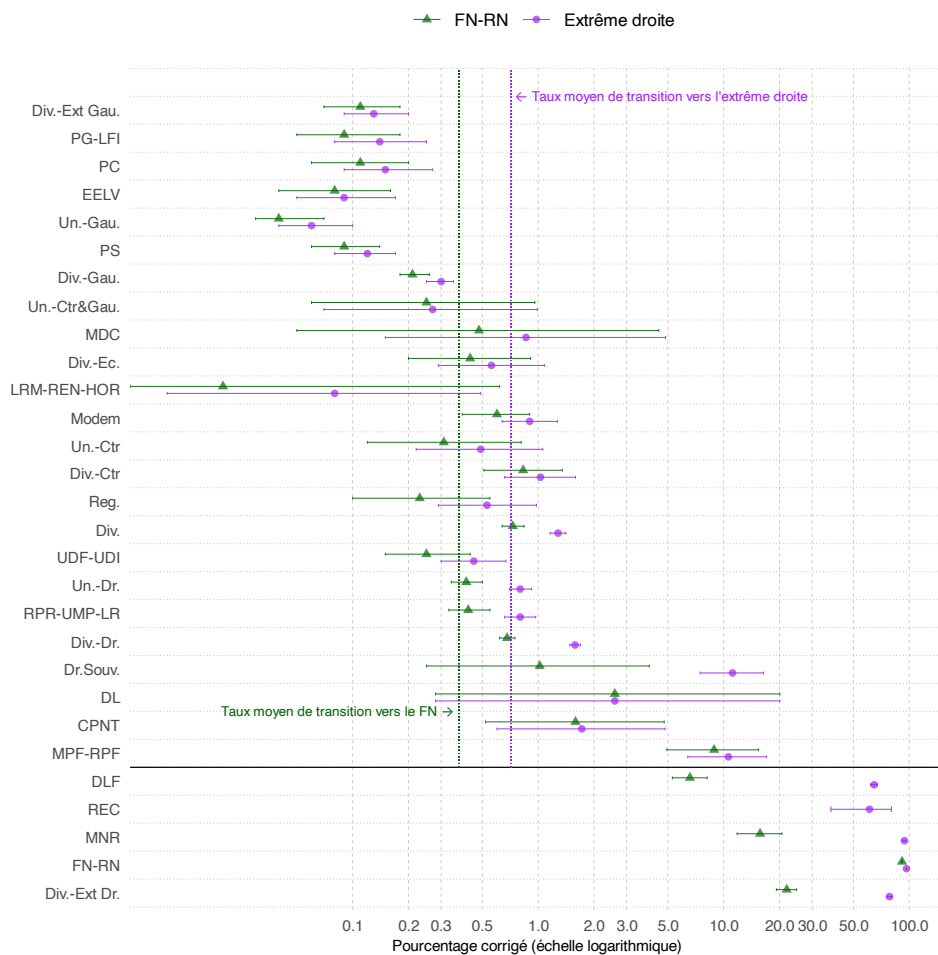
Les candidats évoluant vers l'extrême droite viennent plutôt de la « diversité ». Cela vaut pour les « Divers non classés », les « Divers droite » (taux de transition de 0,7 %), les Divers centre (0,8 %), ou plus encore Chasse-Pêche-Nature et Traditions (1,6 %). Le fait que le taux de transition vers le FN-RN soit plus élevé au Modem (0,6 %) que dans les autres partis de la droite et du centre droit relève sans doute de la même logique. En effet, en 2007, la stratégie de François Bayrou d'installer son nouveau mouvement – le Modem – au centre et de l'affranchir de son alliance traditionnelle avec la droite, conduit à la désaffection de ses troupes les plus professionnalisées (les députés sortantes de l'UDF). Avant qu'un espace politique s'ouvre au centre dix ans plus tard sous la houlette d'Emmanuel Macron, les membres du Modem, peut-être

18 Cf. Nonna Mayer, « Le plafond de verre électoral entamé, mais pas brisé », in Sylvain Crépon, Alexandre Dézé, Nonna Mayer, *Les Faux-semblants du Front national*, Presses de Sciences Po, 2015 et Thomas Piketty et Julia Cagé, *Une histoire du conflit politique : élections et inégalités sociales en France, 1789-2022*, Seuil, 2023.

moins bien sélectionnées et faisant face à des perspectives électorales médiocres, ont pu envisager en plus grand nombre qu'à l'UMP de partir au FN.

Que la « diversité » succombe plus facilement à la tentation d'extrême droite ne doit peut-être pas seulement à une proximité idéologique sous-jacente mais aussi probablement à la structure d'opportunités dans laquelle les candidates classées « divers » évoluent. Elles ne bénéficient pas de l'assise électorale des grands partis, avec lesquels elles sont souvent en rupture de ban (par exemple celles qui n'ont pas eu l'investiture) et elles peuvent moins compter sur des positions de consolation en cas d'échec électoral. Par ailleurs, elles sont moins sous la surveillance des pairs du parti et subiront moins l'opprobre partisan en cas de défection vers l'extrême droite.

Figure 2. Transition vers le FN/RN et l'extrême droite.



Note : 0,13% des candidat^{es} s'étant précédemment présent^{es} à l'extrême gauche renouvellent leur candidature en se présentant à l'extrême droite, dont 0,11 % pour le FN-RN. Les taux sont corrigés pour le risque d'homonymie.

Un moyen d'améliorer son score

Cette inclination relative de la « diversité » à se présenter sous les couleurs du FN-RN nous invite à examiner le lien entre transferts vers l'extrême droite et résultats aux élections précédentes.

Tableau 4. Transitions politiques en fonction des caractéristiques de la candidature précédent

	Vers l'extrême droite		Vers la droite		Vers la gauche modérée		Effectif corrigé
	Ens.	FN-RN	Ens.	RPR-UMP-LR	Ens.	PS	
Score à la précédente élection							
0 – 1 %	4,22	1,22	5,67	0,43	9,89	0,36	14 218
1 – 5 %	1,75	0,74	5,45	0,56	9,60	0,84	41 209
5 – 10 %	0,99	0,52	4,01	0,51	12,81	0,93	34 471
10 – 20 %	1,33	0,83	5,08	0,55	8,30	0,54	51 747
20 – 30 %	0,84	0,50	5,54	0,52	5,73	0,40	51 133
30 – 40 %	0,54	0,33	5,02	0,69	5,39	0,50	53 134
40 – 50 %	0,36	0,20	5,82	0,65	4,26	0,43	47 953
50 – 60 %	0,26	0,13	6,14	0,75	4,12	0,47	44 457
60 – 80 %	0,18	0,09	7,78	0,89	3,37	0,39	40 285
80 – 100 %	0,18	0,09	7,40	1,26	4,42	0,67	33 150
Ensemble	0,81	0,40	5,60	0,65	6,69	0,56	411 758
Élue à la précédente élection							
Non	1,27	0,63	4,74	0,50	8,28	0,60	221 415
Oui	0,33	0,17	6,84	0,89	4,53	0,51	190 344
Ensemble	0,81	0,40	5,54	0,65	6,63	0,56	411 759
Rang sur la liste (scrutin de liste)							
1er quart	0,63	0,33	8,15	1,10	7,31	0,78	128 927
2ème quart	0,57	0,34	5,30	0,62	5,21	0,42	79 414
3ème quart	0,65	0,40	4,40	0,43	4,67	0,32	64 313
Dernier quart	0,85	0,52	4,08	0,50	4,96	0,25	53 216
Ensemble	0,66	0,38	6,14	0,77	5,92	0,52	325 870
Suppléante (scrutin avec suppléantes)							
Principale	1,38	0,38	4,14	0,45	6,41	0,40	25 082
Suppléante	1,45	0,38	4,65	0,43	8,49	0,50	14 647
Ensemble	1,41	0,38	4,33	0,44	7,16	0,44	39 729
Origine	extérieure à l'extrême droite		extérieure à la droite		Extérieure à la gauche modérée		Ensemble

Note : 1,22 % des candidates ayant fait moins de 1 % des voix à la précédente élection et ce dans une autre famille que l'extrême droite se présentent aux couleurs du FN-RN. Les taux sont corrigés du risque d'homonymie.

Commençons par le score du candidat à l'élection précédente (Tableau 4). Le taux de transition vers le FN-RN semble fortement dépendre du gradient de réussite à l'élection précédente : 1,22 % des candidates ayant eu un score inférieur à 1 % passent au FN-RN, contre 0,09 % des candidates ayant obtenu un très bon score (80-100 %). Au-dessus de 10 %, le taux de transition décroît de manière remarquablement régulière : taux de transition de 0,5 % pour les candidates entre 20 et 30 % des voix,

0,33 % pour celles entre 30 et 40 %, 0,20 % pour celles entre 40 et 50 %, etc. Cette tendance se vérifie pour les transitions vers l'extrême droite en général (qui contiennent les transitions vers le FN-RN), mais elle est inverse à celles des autres transitions politiques, que ce soit celles vers la droite conservatrice (RPR-UMP-LR), ou même vers le PS (qui ne suit pas une tendance très claire) ¹⁹.

Sans surprise, et en complément de la logique mise en évidence pour le score électoral, l'échec à l'élection précédente augmente fortement la probabilité de se présenter aux couleurs de l'extrême droite à l'élection suivante : 0,63 % des candidates non-élues à l'élection précédente décident de se présenter sous la bannière du FN-RN à la prochaine élection, contre 0,17 % pour les élues.

Lors des scrutins de liste, non seulement le score compte, mais la position sur la liste aussi : 0,33 % pour des candidates situées dans le premier quart transitionnent contre 0,52 % pour celles du dernier quart. Là encore, cette logique est inverse à celle qui prévaut pour les transitions vers le parti dominant de la droite conservatrice ou vers le PS. En revanche, le fait d'être suppléante à l'élection précédente (pour les quelques élections où cette position est documentée) n'influe pas sur la probabilité de transition vers le FN-RN.

L'évolution vers l'extrême droite en général et le FN-RN en particulier peut sembler être motivée par des considérations électorales. Les personnes non élues, ayant eu un score relativement plus faible et en bas de liste sont plus enclines à franchir le pas. En période de montée de l'extrême droite, ce calcul peut sembler payant. L'est-il pour autant ?

Le tableau 5 permet de calculer le « retour sur investissement » d'avoir eu à affronter l'opprobre entourant l'extrême droite. Pour ce faire, nous modélisons l'évolution du score en fonction du type de transition effectuée et en contrôlant pour la période, le type d'élection, et les risques d'erreur liés à l'homonymie. Notre modèle économétrique permet d'estimer qu'une candidate évoluant vers l'extrême droite multiplie en moyenne son score par 1,17 (modèles 1 et 3). Toutefois, le rendement électoral varie selon le type de transition. En effet, la transition vers d'autres familles

¹⁹ Ce résultat pourra être mis en parallèle avec celui de Vincente Valentim lequel montre que les transitions vers l'extrême droite des députées des parlements nationaux en Europe sont d'autant plus fréquentes que le score de l'extrême droite augmente. Cf. Vincente Valentim, *The normalization... op. cit.*

que l'extrême droite a un rendement électoral soit négligeable, soit légèrement négatif (multipliant le score par 0,95)²⁰.

Tableau 5. Coefficient multiplicatif sur le score électoral d'une transition vers l'extrême droite

	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3	Modèle 4
Changement de famille pour une autre famille que l'extrême droite	0,95***	0,95***	0,99	0,99
Changement de famille pour l'extrême droite	1,16***		1,17***	
Changement de famille pour le FN-RN		1,99***		1,93***
Changement de famille pour un autre parti de l'extrême droite		0,79***		0,70***
Contrôles (périodes, types d'élection)	Oui	Oui	Oui	Oui
Contrôles pour le risque d'homonymie			Oui	Oui
Num. obs.	115 207	115 207	367 890	367 890
Champ	Candidatures répétées pour lesquelles on connaît les dates de naissance venant d'une autre famille que l'extrême droite			

Note : Changer de famille politique pour une famille autre que l'extrême multiplie le score de premier tour par un coefficient de 0,95 (et donc le diminue). Changer de famille pour l'extrême droite le multiplie par un coefficient de 1,16.

*** : significatif au seuil de 0,1 %.

Le succès électoral est très différent selon que *la candidate* se tourne vers le FN-RN ou vers une autre composante de l'extrême droite. Dans le premier cas, *elle* multipliera son score de l'élection précédente par près de deux. Dans le deuxième cas, elle le diminuera de 20 à 30 % (taux de multiplication de 0,7 à 0,8). Ce résultat statistique traduit le fait que jusqu'à présent (mais les choses peuvent changer à l'avenir) les étiquettes alternatives au FN-RN n'ont pas été payantes, qu'elles aient été MNR, Reconquête, Patriotes, Frexit ou DLF. En revanche, le FN-RN permet à des *candidates* aux scores faibles de rattraper une partie de leur retard sur celles qui réussissent et restent fidèles à leur famille politique.

En outre, le rendement politique ne se limite pas à une simple plus-value électorale. Des travaux prosopographiques montrent que les transfuges (les *candidates* venant d'autres partis) accèdent aussi plus rapidement à des postes à responsabilité²¹ : ces dernières mettent en effet deux fois moins de temps que les militantes issues de

²⁰ La différence entre les deux coefficients mesurés dans les modèles 1 et 2 d'une part et 3 et 4 d'autre part tient aux différences de période des deux champs. Les deux premiers modèles, ne retenant que les candidatures pour lesquelles on connaît les dates de naissance, portent sur une période plus récente.

²¹ Cf. Safia Dahani, « D'un parti à l'autre... », *op. cit.*

ce parti pour intégrer le bureau politique du RN (la plus haute instance décisionnaire du parti). Selon Dahani, cela est dû aux qualifications socioprofessionnelles des transfuges que l'on ne retrouve pas aussi fréquemment chez leurs homologues déjà adhérentes au RN, car les transfuges tendent à être des cadres, des entrepreneuses et des professions intellectuelles supérieures qui maîtrisent des compétences particulièrement utiles (techniques gestionnaires, capacité oratoire) pour la conduite d'une campagne, l'encadrement du parti²² ou la gestion des unités où elles sont élues.

Les signaux avancés de la tectonique des plaques

En conclusion, les trois logiques, socio-démographique, idéologique et électoraliste, gouvernent bien les transferts vers l'extrême droite. Des modèles économétriques de type « toutes choses égales par ailleurs » montrent qu'elles continuent chacune à avoir un rôle spécifique lorsqu'on les combine (Tableau A7). La logique idéologique (l'axe gauche-droite) et la logique électoraliste (le score à l'élection précédente) font à peu près jeu égal. Les variables démographiques, certes moins bien documentées, semblent jouer un moindre rôle. Certains facteurs sociodémographiques sont un peu modifiés, une fois que l'on tient compte de la proximité idéologique et des résultats aux élections passées. Ainsi, ce sont surtout les candidates les plus âgées, bien plus que les jeunes, qui se tournent vers le FN-RN. De même, l'artisanat et le petit commerce sont alors devancés par les ouvrières et les employées. Autrement dit, la fréquence plus grande des transitions de la boutique vers l'extrême droite doit plus à une proximité idéologique sous-jacente qu'aux caractéristiques de la position socioprofessionnelle.

D'aucunes penseront que la transition des candidatures vers l'extrême droite et vers le FN-RN en particulier est un phénomène si rare, qu'il ne mérite pas une étude aussi poussée. Quand bien même rare, ce phénomène permet de mettre au jour des logiques profondes et puissantes qui travaillent le monde politique depuis une trentaine d'années. On pourra le voir comme la pointe émergée de l'iceberg ou plus

22 Dans le modèle proposé par Vincente Valentim, le processus de « normalisation » de l'extrême droite contribue à attirer des politiciennes qualifiées, qui n'osaient la rejoindre tant que celle-ci était ostracisée cf. Vincente Valentim, *The normalization... op. cit.* Voir aussi Christophe Lévêque et Matteo Cavallaro, « Le Front national, une affaire de famille... », *op. cit.*

encore comme les signaux faibles et avancés des mouvements de la tectonique des plaques, signaux qui aident à détecter les risques de tremblements de terre.

À l'heure où le RN semble aux portes du pouvoir, cette étude permet de cerner le potentiel d'attraction de ce parti, à droite notamment, et *in fine* d'expliquer la stratégie d'Éric Ciotti, le président de LR, de sceller une alliance avec celui-ci pour les élections législatives 2024. En effet, cette alliance ne doit pas seulement à la proximité idéologique évidente de son président, mais aussi à la nécessité pour ce dernier de tenir ses troupes. Si pour les figures les plus connues de ce parti, une alliance reste encore coûteuse symboliquement, elle l'est moins pour les candidates LR de moindre envergure. Pour ces dernières, la combinaison de la proximité idéologique et de la perspective d'un score très faible sous la houlette LR peut les inciter à faire défection et à rejoindre le RN, sinon pour cette élection, du moins à la suivante. À court terme, l'alliance permet à la fois d'assurer des scores décents, des élues et d'éviter les défections. Mais c'est au prix d'une suspension sans précédent de la doctrine du cordon sanitaire. Lors des élections régionales de 1998, quelques figures de la droite (comme Charles Millon, Jacques Blanc ou Charles Baur) avaient certes négocié le soutien du FN pour être élus présidents de région. Mais ils avaient été vivement désavoués et exclus de leur parti. Cette fuite colmatée, le barrage semblait bon an mal an tenir jusqu'à ces derniers jours.

Mais, de fait, une large brèche s'est bien ouverte dans la digue républicaine à l'occasion des élections législatives 2024. Malgré l'opprobre et les cris d'indignation, 63 candidates LR (sur 369) ont suivi Éric Ciotti dans sa stratégie d'alliance avec le RN et ont bénéficié du parrainage du parti de la famille Le Pen ! Ce ne sont plus des microfissures, ces petits taux de transfert de 0,4% entre deux candidatures mis au jour par notre étude, mais un flot puissant, avec 17% des candidatures LR enrôlées dans une union d'extrême droite. C'est un mouvement qui déferle aujourd'hui et qui risque de se poursuivre au-delà sous de multiples formes après le deuxième tour : éventuels accords de gouvernement, alliances futures, reconversion à grande échelle de la droite vers l'extrême droite. Notre étude, certes tardive (et puissions-nous avoir anticipé cette dissolution fortuite pour présenter ce travail avant), permet d'en anticiper la logique et la composition : des candidates sans doute déjà fortement droitnières, souvent dirigeantes de petites entreprises, mais aussi et surtout orphelines de perspectives de survie électorale dans les partis classiques de la droite de gouvernement.

Appendices

Méthodologie

Base de données Base_candidatEs_public

La base de données sur les candidatures *Base_candidatEs_public* a été constituée progressivement par Julie Fournier, Théo Voldoire, Olivier Godechot et Margherita Comola. Le MaxPo codirigé par Olivier Godechot et l'ANR Linklab portée par Margherita Comola ont participé au financement de ce travail.

Elle porte pour l'instant sur les candidatures disponibles 1993-2023. Les candidatures 2024 n'ont pas encore été intégrées.

Le principe d'attribution de candidatures multiples à une même personne repose sur l'identité du nom et du prénom, ainsi que de la date de naissance lorsque cette dernière est disponible. Nous identifions deux personnes ayant les mêmes nom et prénom (et date de naissance) tant que cette identification ne génère pas l'une ou l'autre des deux inconsistances suivantes : être candidat^e dans deux endroits à la même élection et avoir deux dates de naissance différentes.

Lorsqu'il y a des homonymes visibles, nous cherchons à générer des identifications consistantes dans des unités plus petites : à savoir même nom et prénom au sein de la même circonscription, de la même unité géographique (département, région), ou au sein de la même catégorie d'élection (municipales, cantonales, etc.). Il est important de noter que nous n'utilisons pas l'étiquette partisane dans la procédure d'identification. L'utilisation de celle-ci pourrait conduire en effet à sous-estimer les transitions politiques.

Outre les 2 841 000 candidatures de premier tour, la base de données contient 572 000 candidatures au second tour. Et, à toutes fins utiles, nous avons collecté les maires des 42 plus grandes villes depuis 2001 et les 955 postes de ministre dans les nouveaux gouvernements depuis 1995.

En amont, nous avons procédé à un rapprochement des candidatures de premier et de deuxième tour selon les mêmes principes que ceux énoncés ci-dessus.

Nous mettons à disposition des personnes intéressées à la fois la base de données, le script R pour procéder à l'identification, ainsi que celui permettant de répliquer cet article à l'adresse suivante : http://olivier.godechot.free.fr/hoparticle.php?id_art=828&lang=fr.

Classification des nuances

Nous avons regroupé les 192 nuances partisans attribuées par le ministère de l'intérieur en 30 « partis » (tableau A6) et en 6 « familles » (tableau 3). Ce regroupement sur trente ans est délicat. Les libellés des sigles utilisés sont rarement disponibles, les codages ministériels changent d'une élection à l'autre et les nuances sont souvent ambiguës. Ainsi, certains partis ne sont isolés qu'à certaines élections et mélangés avec les Divers (droite, gauche) à d'autres élections. Il est parfois difficile de distinguer Verts et Divers écologistes (« ECO »). Une même étiquette peut renvoyer à plusieurs partis (« MAJ »), etc.

Le regroupement en famille politique repose sur des choix discutables et en partie conventionnels. Nous avons choisi de rattacher le Modem au centre dès sa création. Le centre droit

(UDF, Nouveau centre, UDI) est regroupé au sein de la droite en raison de ses alliances préférentielles avec cette dernière. Les partis de la coalition du président Macron (y compris Horizon) sont codés au centre. Nous codons les Divers écologistes au centre et les Verts au sein de la gauche modérée. Nous avons codé Debout La France / Debout La République au sein de la famille d'extrême droite du fait du ralliement de son fondateur Nicolas Dupont d'Aignan à Marine Le Pen en 2017 et au contraire de coder les MPF-RPF et Démocratie Libérale au sein de la droite du fait de leur ralliement habituel aux candidats de la droite conservatrice lors des deuxièmes tours

Le fichier de recodage est disponible à la même adresse internet.

Correction pour le risque d'homonymie

Nous calculons la fréquence des noms et des prénoms dans notre base de données en dénombrant le nombre de prénoms distincts attribués à un nom donné ainsi que le nombre de noms distincts attribués à un prénom donné. Nous divisons ensuite ces deux variables en cinquièmes et nous créons une variable en 25 catégories combinant les cinquièmes de fréquence du nom et ceux du prénom.

Nous comparons ensuite la distribution des fréquences de ces noms-prénoms selon cette ventilation pour deux sous-ensembles de candidatures consécutives : celles pour lesquelles on connaît la date de naissance aux deux élections et pour lesquelles les erreurs d'identification sont quasi nulles, et les autres, où le risque d'homonymie est important. Sur la base de cette comparaison, on peut re-pondérer les identifications du deuxième ensemble de telle sorte que la somme pondérée des identifications par catégorie de fréquence des noms-prénoms dans le groupe des identifications imparfaites soit la même que dans le groupe des identifications avec dates de naissance. Cette variable de pondération est utilisée ensuite pour toutes nos estimations et diminue le poids des candidatures consécutives pour les noms-prénoms fréquents. C'est pourquoi l'on passe d'un effectif initial de 456 472 candidatures renouvelées à un effectif corrigé de 411 759 candidatures renouvelées.

Même si le poids des candidatures douteuses diminue, le risque d'erreur demeure. Pour le contrôler, sans exclure arbitrairement certaines possibilités d'identification, on procède de la façon suivante. On crée une variable correspondant au risque d'erreur qui vaut 0 quand le risque d'erreur est quasi nul, à savoir quand la date de naissance est connue et identique pour les deux candidatures consécutives ou quand la combinaison nom-prénom est très rare. Dans les autres cas, on utilise notre variable de pondération pour estimer le risque d'erreur, avec la formule suivante : $risque_erreur = ([1/poids] - 1)$.

Cette variable nous permet de corriger les fréquences du risque d'erreur avec le modèle suivant :

$P(Candidat_{x_i}) = f(\sum_k b_k.Catégorie_k + \sum_k d_k.risque_erreur*Catégorie_k + u)$ où f est une fonction logistique.

On peut ainsi distinguer la part des candidatures pour le parti x qui sont véritablement liées à la catégorie k de celles qui doivent au risque d'erreur. Ceci permet de recalculer la proportion de candidature x pour la catégorie k comme si la combinaison nom-prénom était rare et le risque d'erreur lié à l'homonymie nul.

Tableau A1. Évolution des votes électrices d'une élection présidentielle l'autre

	Ext. droite	Droite	Centre	Gauche modérée	Gauche radicale	Ens.	Nb. Obs. (pondérées)
2007 → 2012							
Ext. droite	75,9	15,6	1,0	5,0	2,6	100	130
Droite	21,3	58,4	8,5	8,1	3,7	100	595
Centre	13,1	14,6	34,2	29,9	8,2	100	162
Gauche modérée	6,5	3,5	3,6	72,7	13,8	100	394
Gauche radicale	14,1	0,8	3,7	31,5	49,9	100	103
Ensemble	20,7	29,3	9,0	30,5	10,4	100	1384
2012 → 2017							
Ext. droite	91,6	2,2	2,8	0,5	2,9	100	178
Droite	18,8	58,0	18,5	0,4	4,3	100	399
Centre	18,6	25,2	33,7	7,8	14,8	100	69
Gauche modérée	11,1	1,6	46,2	15,2	25,9	100	406
Gauche radicale	7,7	0,0	7,4	7,3	77,6	100	104
Ensemble	26,3	22,4	25,7	6,7	18,9	100	1156

Note : 21,3 % des personnes se souvenant avoir voté pour la droite en 2007 ont voté pour l'extrême droite en 2012.

Sources : Enquêtes post-électorales 2012 et 2017 (CEVIPOF).

Tableau A2. Description de la base de données de candidatures

Élections	Premier tour	Dates de naissance renseignées	Part des suppléant·es	Deuxième tour
Cantonales 1998	11 159	0 %	manquant	3 332
Cantonales 2001	11 501	0 %	manquant	2 682
Cantonales 2004	12 302	0 %	manquant	3 354
Cantonales 2008	8 520	0 %	manquant	2 259
Cantonales 2011	10 361	0 %	manquant	3 124
Départementales 2015	36 388	100 %	50 %	16 300
Départementales 2021	31 569	100 %	50 %	15 152
Européennes 1999	1 740	0 %		
Européennes 2004	3 458	0 %		
Européennes 2009	3 092	0 %		
Européennes 2014	3 753	0 %		
Européennes 2019	2 686	100 %		
Législatives 1993	5 218	0 %	manquant	980
Législatives 1997	6 349	0 %	manquant	1 198
Législatives 2002	8 453	0 %	manquant	1 047
Législatives 2007	7 644	0 %	manquant	935
Législatives 2012	13 206	100 %	50 %	2 202
Législatives 2017	15 754	100 %	50 %	2 292
Législatives 2022	12 580	100 %	50 %	2 296
Municipales (petites communes) 2008	435 198	0 %		46 934
Municipales (petites communes) 2014	404 371	76 %		60 522
Municipales (petites communes) 2020	356 387	88 %		37 592
Municipales 2008	278 582	0 %		83 640
Municipales 2014	523 569	58 %		138 930
Municipales 2020	546 179	55 %		120 354
Présidentielles 1995	9	100 %		2
Présidentielles 2002	16	100 %		2
Présidentielles 2007	12	100 %		2
Présidentielles 2012	10	100 %		2
Présidentielles 2017	11	100 %		2
Présidentielles 2022	12	100 %		2
Régionales 2004	17 658	0 %		6 091
Régionales 2010	20 584	0 %		5 511
Régionales 2015	21 455	100 %		5 914
Régionales 2021	19 083	100 %		7 700
Sénatoriales 1995	274	0 %	manquant	123
Sénatoriales 1998	447	0 %	manquant	271
Sénatoriales 2001	177	0 %	manquant	47
Sénatoriales 2004	1 299	0 %	manquant	67
Sénatoriales 2008	754	0 %	manquant	91
Sénatoriales 2011	1 374	0 %	manquant	109
Sénatoriales 2014	1 733	0 %	manquant	110
Sénatoriales 2017	2 175	100 %	8 %	182
Sénatoriales 2020	1 700	100 %	15 %	186
Sénatoriales 2023	1 979	100 %	8 %	122
Ensemble	2 840 781	49 %	2 %	571 661
Ensemble hors municipales dans les petites communes	1 644 825	46 %	3 %	426 613

Note : On compte 11 159 candidat·es au premier tour des élections cantonales de 1998. On connaît la date de naissance pour 0 % d'entre *elles*. Les suppléant·es sont manquantes.

Tableau A3. Effet de la correction du risque d'homonymie sur le taux et le nombre de transition

Origine	Destinée	Taux brut	Nb. obs brut	Taux corrigé	Nb. obs corrigé
Extérieure à l'extrême droite	Extrême droite	1,21	425 154	0,72	383 542
Extrême-droite	Extrême droite	87,93	31 318	93,75	28 217
Ensemble	Extrême droite	7,16	456 472	7,10	411 759
Extérieure à l'extrême droite	FN-RN	0,83	425 154	0,37	383 542
Extrême droite	FN-RN	74,57	31 318	81,02	28 217
Ensemble	FN-RN	5,89	456 472	5,90	411 759
Extérieure à la droite	Droite	6,70	298 032	5,70	268 044
Droite	Droite	59,02	158 440	56,57	143 715
Ensemble	Droite	24,86	456 472	23,46	411 759
Extérieure à la droite	RPR-UMP-LR	0,69	298 032	0,68	268 044
Droite	RPR-UMP-LR	11,88	158 440	11,63	143 715
Ensemble	RPR-UMP-LR	4,57	456 472	4,50	411 759
Extérieure à la gauche modérée	Gauche modérée	7,83	301 342	6,21	272 214
Gauche modérée	Gauche modérée	64,86	155 130	63,63	139 544
Ensemble	Gauche modérée	27,21	456 472	25,67	411 759
Extérieure à la gauche modérée	PS	0,75	301 342	0,55	272 214
Gauche modérée	PS	14,23	155 130	12,34	139 544
Ensemble	PS	5,33	456 472	4,55	411 759

Note : 1,21 % des 425 154 candidat^{es} s'étant précédemment présent^{és} dans une autre famille que l'extrême droite se représentent sous la bannière de l'extrême droite. Lorsque nous corrigeons du risque d'homonymie, nous trouvons que c'est le cas pour 0,72 % des 383 542 candidat^{es} venant d'une autre famille que l'extrême droite.

Tableau A4. Transitions politiques par type d'élection

	Vers l'extrême droite		Vers la droite		Vers la gauche modérée		Effectif corrigé
	Ens.	FN-RN	Ens.	RPR-UMP-LR	Ens.	PS	
Cantonale-départementale	1,46	1,07	12,73	1,37	10,56	1,50	57 081
Européenne	4,91	0,07	1,48	0,05	2,76	0,08	5 916
Législative	1,79	0,41	3,24	0,75	6,27	0,15	31 538
Municipale	0,28	0,24	4,67	0,44	5,49	0,47	273 247
Présidentielle	10,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52
Régionale	1,89	0,34	4,89	0,91	5,77	0,15	35 689
Sénatoriale	1,25	0,54	8,33	1,86	6,69	0,98	7 853
Origine	extérieure à l'extrême droite (n=383 533)		extérieure à la droite (n=268 049)		extérieure à la gauche modérée (n=272 206)		Ensemble

Note : 1,07 % des candidats se présentant aux cantonales ou départementales suite à une précédente élection dans une autre famille que l'extrême droite se présentent sous la bannière du FN-RN. Les taux sont corrigés du risque d'homonymie.

Tableau A5. Déterminants socio-démographiques du vote FN aux élections présidentielles 2012 et 2017

	Vote FN	Nb obs.	Transition vers le FN	Nb. obs
Genre				
Femmes	19	1 543	11	1 143
Hommes	21	1 552	11	1 121
Âge				
42 ans et moins	23	1 140	15	674
Entre 43 et 52 ans	21	546	11	404
Entre 53 et 62 ans	21	536	13	440
Entre 63 et 73 ans	15	498	7	427
74 ans et plus	13	370	8	315
Catégorie socioprofessionnelle				
Agricultrices	20	82	14	74
Artisanat, commerce, entrepreneuses	19	203	9	168
Cadres du public	4	193	3	166
Cadres du privé	6	280	4	248
Professions intermédiaires	14	610	9	498
Employées	25	751	14	522
Ouvrières	29	725	18	436

Note : 19% des femmes interrogées ont voté FN. Le taux de vote FN s'élève pour à 11% pour les femmes se souvenant avoir voté pour une autre famille que l'extrême droite cinq ans auparavant.
Sources : Combinaison des résultats des enquêtes post-électorales 2012 et 2017 (CEVIPOF).

Tableau A6. Mobilités partisans entre deux candidatures

	Vers l'extrême droite		Vers la droite		Vers la gauche modérée		Effectif corrigé
	Ens.	FN-RN	Ens.	RPR-UMP-LR	Ens.	PS	
<i>Extrême droite</i>							
Div.-Ext Dr.	78,36	21,87	14,84	0,46	1,34	0,23	2 065
FN-RN	96,72	91,49	1,99	0,11	0,23	0,03	23 917
MNR	94,27	15,72	4,75	0,19	0,6	0,04	918
REC	61,11	0	38,89	0	0	0	18
DLF	64,71	6,58	22,41	1,09	1,26	0	1 299
<i>Droite</i>							
MPF-RPF	10,6	8,88	84,05	3,08	1,92	0,1	463
CPNT	1,72	1,59	89,87	1,57	3,03	0,82	546
DL	2,59	2,59	92,2	32,98	0,86	0,92	116
Dr.Souv.	11,17	1,02	87,31	0	1,02	0	197
Div.-Dr.	1,58	0,68	44,18	4,25	2,74	0,33	80 837
RPR-UMP-LR	0,8	0,42	76	27,06	1,29	0,07	17 352
Un.-Dr.	0,8	0,41	79,38	22,94	1,96	0,19	37 286
UDF-UDI	0,45	0,25	40,18	4,79	2,43	0,24	6 917
<i>Autres</i>							
Reg.	0,53	0,23	3,43	0,19	15,7	0,93	2 690
Div.	1,28	0,73	15,42	2,14	12,78	1,34	37 922
<i>Centre</i>							
Div.-Ctr	1,03	0,83	36,48	5,75	12,65	0,83	2 088
Un.-Ctr	0,49	0,31	26,74	3,09	2,87	0,12	1 467
Modem	0,9	0,6	28,51	2,98	13,09	1,86	6 497
LRM-REN-HOR	0,08	0,02	8,55	0,8	10,28	0,48	1 403
Div.-Ec.	0,56	0,43	9,14	0,87	52,64	0,88	2 348
<i>Gauche modérée</i>							
MDC	0,86	0,48	6,92	1,21	78,93	8,72	352
Un.-Ctr&Gau.	0,27	0,25	11,75	0,82	66,63	12,64	1 433
Div.-Gau.	0,3	0,21	4,16	0,39	46,74	5,01	59 398
PRG	0	0	4,29	0,31	80,38	6,35	886
PS	0,12	0,09	1,68	0,18	75,71	27,05	32 607
Un.-Gau.	0,06	0,04	1,25	0,2	76,84	16,65	31 918
EELV	0,09	0,08	1,52	0,14	85,44	2,29	12 951
<i>Gauche radicale</i>							
PC	0,15	0,11	0,66	0,05	22,14	2,18	12 687
PG-LFI	0,14	0,09	0,5	0,04	26,84	1,2	9 582
Div.-Ext Gau.	0,13	0,11	0,36	0,05	3,64	0,24	23 600
Ensemble	7,1	5,83	23,53	4,55	26,11	4,66	411 759

Note : 0,13% des candidat^{es} s'étant précédemment présent^{es} à l'extrême gauche renouvellent leur candidature en se présentant à l'extrême droite, dont 0,11 % pour le FN-RN. Les taux sont corrigés pour le risque d'homonymie.

Tableau A7. Modélisation du coefficient multiplicateur de la probabilité de transition vers le FN-RN

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Élection (réf. : Municipales) : Cantonales	6,49***	2,97***	5,31***	4,39***	5,87***	4,22***
Européennes	0,8	0,41	0,44	0,16**	0,25*	0,23*
Législatives	2,72***	0,97	2,48***	1,03	1,27	0,77
Présidentielles	ns	ns	ns	ns	ns	ns
Régionales	2,05***	0,9	2,08***	0,94	1,35*	1,03
Sénatoriales	3,22***	1,55*	2,46***	1,97***	2,25***	1,79**
Période (réf. : 1995-2000) : 2001-2006	1,23	82,27	0,68	0,61	1,22	83,93
2007-2012	3,67	121,51	1,67	1,86	4,22	141,17
2013-2018	8,5	208,51	3,74	5,7*	10,7	242,26
2019-2023	8,94	290,03	3,53	7,03*	11,59	311,06
Âge (réf. : 41-50) : 18-40	1,67***	1,42*			1,4**	1,27
51-60	1,15	0,99			1,26*	1,09
61-70	1,46***	1,05			1,68***	1,22
71 et plus	2,39***	1,67**			2,46***	1,63*
Genre (réf. : femme) : Homme	1,23**	1,31**			1,23**	1,32**
PCS (réf. : cadres du public) : Agricultrices		3,71***				2,29**
Artisanat et petit commerce		8,08***				4,31***
Entrepreneuses et professions libérales		3,74***				1,79*
Cadres du privé		2,72***				1,84**
Professions intermédiaires		2,36***				2,32***
Employées		5,31***				4,48***
Ouvrières		4,01***				4,95***
Retraitées		4,48***				3,6***
Inactives		3,74***				2,36***
Indéterminée		2,18				1,57
Famille (réf. : Gauche radicale) : Autre			5,81***		18,17***	40,85***
Droite			5,81***		22,2***	46,06***
Centre			3,46***		5,64***	11,13***
Gauche modérée			1,23		2,92***	4,1***
Score (réf. : >80 %) : 0 – 1 %				19,69***	29,67***	9,87***
1 – 5 %				10,8***	23,34***	8,85***
5 – 10 %				5,99***	13,87***	5,81***
10 – 20 %				8,33***	13,74***	5,16***
20 – 30 %				5,26***	6,82***	2,92***
30 – 40 %				3,46***	4,01***	2,05**
40 – 50 %				2,16***	2,25***	1,25
50 – 60 %				1,48	1,52	1,25
60 – 80 %				0,96	0,85	0,63
Contrôles pour le risque d'erreur	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Effectif	342 390	118 439	424 709	424 708	342 389	118 438

Note : On modélise la probabilité pour une candidate s'étant présentée précédemment dans une autre famille que l'extrême droite de transitionner vers le FN-RN à l'élection suivante avec des modèles économétriques de régression logistique. On présente le coefficient multiplicateur (à savoir « l'odds-ratio » du paramètre logistique). Celui-ci indique de combien la probabilité est multipliée par rapport à la situation de référence (réf.). Ainsi être âgée de 18 à 40 ans multiplie la probabilité de transition par un facteur de 1,67, par rapport à celle des personnes âgées de 41 à 50 ans (modèle 1). On contrôle pour le risque d'erreur en introduisant cette variable interagir avec l'ensemble des autres variables du modèle. Les étoiles indiquent la significativité de l'écart à la situation de référence : *** p<0,001, ** p<0,01, * p<0,05.

Publié dans lavedesidees.fr, le 2024.